



## Ville de Grasse

### Avenant n° 3

À la convention pour la transmission électronique des actes  
soumis au contrôle de légalité  
ou à une obligation de transmission  
au représentant de l'Etat

### EXTENSION DU PERIMETRE DES ACTES

Vu la convention pour la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'Etat du 21 juillet 2011 ;

Le présent avenant est passé entre :

- 1) La **Préfecture des Alpes-Maritimes** représentée par le Préfet, ci-après désignée : le « **représentant de l'État** »,
- 2) Et la **Commune de Grasse**, représentée par Monsieur le Maire, **Jérôme VIAUD**, agissant en vertu d'une délibération du 24 avril 2014, ci-après désignée : la « **collectivité** »,

### Exposé des motifs :

Cet avenant a pour objet de prendre en compte l'extension du périmètre des actes de la collectivité transmis par voie électronique au représentant de l'État.

### Dispositif :

Les parties à la convention initiale décident de lui apporter les modifications suivantes :

### Article 1<sup>er</sup>

L'article 3.2.4 - Types d'actes télétransmis de la convention susvisée est modifié comme suit :

La collectivité transmettra par voie électronique l'ensemble de ses actes et de leurs annexes, quelle que soit la matière, à l'exclusion des actes d'urbanisme et ceux relatifs au droit d'occupation des sols.

Concernant les actes de commande publique, la collectivité s'engage à respecter les clauses de la « Charte de la dématérialisation des actes de la commande publique dans le département des Alpes-Maritimes » sous peine du rétablissement de la transmission sur support papier.

Dans tous les cas, ne seront transmis que les seuls actes soumis au contrôle de légalité et/ou au contrôle budgétaire ou à une obligation de transmission au représentant de l'Etat.

Ces actes sont transmis au représentant de l'État par voie électronique.

Néanmoins, dans l'hypothèse exceptionnelle d'une impossibilité matérielle, technique (par exemple, avant l'acquisition d'un nouveau certificat d'authentification par un chef de l'exécutif nouvellement élu) ou humaine de transmettre un acte par voie électronique, la collectivité les transmettra par voie papier.

De même, les actes accompagnés de pièces annexes volumineuses ou incompatibles avec les normes d'échanges, pourront être transmis sous format papier.

La double transmission d'un même acte par voie électronique et par voie papier est interdite.

## **Article 2**

Toutes les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

## **Article 3**

Le présent avenant n° 3 prend effet à compter de sa signature par les deux parties.

Fait à Nice, le

et à Grasse, le

En deux exemplaires originaux.

Le Maire,

**Jérôme VIAUD**  
Vice-président du Conseil départemental  
Des Alpes-Maritimes  
Président de la Communauté d'Agglomération  
Du Pays de Grasse